

12, bd de Bonne Nouvelle 75010 PARIS  
tel : 01 44 79 31 65 ou 69 - Fax : 01 44 79 31 72  
site internet : [www.sud-travail-affaires-sociales.org](http://www.sud-travail-affaires-sociales.org)  
[syndicat.sud1@travail.gouv.fr](mailto:syndicat.sud1@travail.gouv.fr)

## **Après la journée de grève du 7 février, pour ne plus mourir du travail entrons en résistance !**

L'administration veut des chiffres, donnons lui en !

Le 7 février 2012, à l'appel de toutes les organisations syndicales du ministère, 600 agents ont manifesté à Paris, 150 à Marseille, 200 à Lyon, 60 à Rennes, 40 à Montpellier, 40 à Toulouse et bien d'autres encore. Nous avons crié notre colère d'avoir vu deux de nos collègues mettre fin à leurs jours en raison de la machine à broyer qu'est devenu ce ministère. Nous refusons la politique du chiffre, les conséquences de la RGPP, la mise en concurrence des agents et les attitudes méprisantes de la hiérarchie.

Quant au nombre de grévistes, là encore l'administration devrait ouvrir ses yeux bien grands : dans bien des régions il est supérieur à 30% et atteint même près de 70% dans certaines UT ! Autant dire une mobilisation massive pour notre petit ministère.

Partout en France, les agents ont participé à cette journée de grève par des rassemblements et assemblées générales.

Malgré cela, l'administration ne change pas de cap : le même jour, les annonces faites en CHS-Ministériel, portant sur le suicide de Romain Lecoustre et le rapport de la commission d'enquête du CHSCT mise en place suite au suicide de Luc Béal-Rainaldy, témoignent de tout le déni et le mépris que ce ministère oppose aux agents et aux représentants du personnel :

- L'administration continue de refuser de reconnaître les suicides de Romain et de Luc en accidents de service et impose un passage douloureux en commission de réforme !
- Rien sur la politique du chiffre, rien sur la RGPP, rien sur les comportements inadmissibles.
- Les seules réponses du DAGEMO (pensant certainement calmer la situation !) : proposer la mise en place d'une énième mission en « charge d'apporter un appui à l'amélioration du dialogue social, pour construire ensemble notamment une réponse partenariale à la prévention des risques psychosociaux dans le ministère »... sans rire, annoncer l'étalement des entretiens professionnels sur l'année 2012 et s'engager à ce que « les agents évalués en 2012 le [soient] exclusivement sur les aspects qualitatifs de leur activité, à l'exclusion des aspects purement quantitatifs ». Merci patron ! Que de bienveillance !

Mais quelle valeur ont de telles déclarations « d'apaisement » quand les 600 manifestants réunis au pied de l'immeuble de la DAGEMO et demandant une salle pour pouvoir tenir une assemblée générale, sont accueillis par les CRS ?

Quelle crédibilité ont ces irresponsables quand les 600 manifestants ont dû attendre plus de 3 heures dans le froid (malgré les chaleureuses frictions des CRS) avant de pouvoir se réunir dans la DAGEMO et enfin pouvoir leur dire en face tout le bien qu'ils pensaient d'eux ?

Pire encore, le ministère continue d'appuyer sur la tête des agents en mettant en place la PFR sans trembler. La boucle est bouclée et le message est clair : des objectifs à l'évaluation des résultats, en passant par les remontées chiffrées. Rentrez dans le rang sinon c'est votre paye qu'on va baisser ! De quoi améliorer nos douloureuses conditions de travail probablement ?

Et ça n'est pas tout. Le ministère annonce aux directeurs régionaux dans un note tenue secrète mais reconnue par le Dagemo devant les agents réunis dans la cafète de la tour Mirabeau que trois régions ont été identifiées pour la mauvaise tenue de leurs remontées Cap Sitere et que dans ces trois régions, les agents allaient recevoir des courriers leur annonçant le retrait d'un 30<sup>ème</sup>... mais que cet envoi était différé « compte tenu du contexte actuel ». Ecœurant !

Et tout ça bien sûr dans le but « d'apporter une réponse partenariale à la prévention des risques psychosociaux ». Mais de qui se moque-t-on ?

Nous attendons des actes forts, des mesures d'urgence sur nos conditions de travail, des décisions à la hauteur de la gravité de la situation de la part de notre ministère pour stopper cette politique. Un changement d'orientation s'impose !

Dès demain, continuons à refuser ce diktat imposé par des bureaucrates au mépris du Service Public et de notre travail réel. Continuons à nous organiser collectivement pour faire face ; des résistances diversifiées peuvent être envisagées localement et pourquoi pas en commençant par le refus des entretiens professionnels à venir ?

Pour continuer et forcer le ministère à nous écouter, les syndicats du ministère doivent se réunir rapidement pour proposer des lendemains à cette journée réussie du 7 février.

En attendant, nous invitons les agents à se retirer de toutes les situations susceptibles d'être source de risques pour leur santé physique et mentale.

Extrait de la note du DAGEMO aux directeurs régionaux :

*" GESTION DES DERIVES COMPORTEMENTALES" (sic)*

***La DGT a travaillé avec les trois régions les plus concernées et un projet de note DGT/DAGEMO prévoyait de réagir notamment par des mesures de retenue sur salaire d'un 30<sup>ème</sup>. Compte tenu du contexte, la note ne sera pas diffusée avant plusieurs semaines.../... »***